

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 03/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUZEAL

LUZEAL

VOIE CHANTERAIN

51520 Recy

Références : D1 i 2025-1048

Code AIOT : 0005701751

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement LUZEAL implanté Route de La Croix en Champagne 51600 Saint-Remy-sur-Bussy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objectifs :

- de s'assurer que l'exploitant respecte les prescriptions de ses différents arrêtés préfectoraux, notamment sur ses émissions à l'atmosphère ainsi que sur le risque incendie ;
- de vérifier que les actions correctives sur les points de contrôle ayant fait l'objet d'une suite administrative lors de la visite réalisée en date du 28/06/2023 aient été réalisées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUZEAL
- Route de La Croix en Champagne 51600 Saint-Remy-sur-Bussy
- Code AIOT : 0005701751
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement de LUZEAL est implanté sur le territoire de la commune de St-Rémy-sur-Bussy à environ 25 km de Châlons-en-Champagne.

La société LUZEAL possède 4 sites de déshydratation soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dans le département de la Marne.

Le site de St-Rémy déshydrate principalement de la luzerne au moyen de deux sécheurs alimentés essentiellement en biomasse.

En sortie de sécheur, la luzerne déshydratée est soit transformée en pellets, représentant environ 20% au moyen de presses à granulés, soit pressée sous forme de balles de luzerne (nom commercial Rumiluz), représentant 80%.

Le site dispose également d'une activité de granulation de paille qui débute en juillet pour se terminer en février.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2007, article 3.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5, Titre II	Sans objet
2	Eau	Arrêté Préfectoral du 27/09/2007, article 5.1	Sans objet
3	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/09/2007, article 6.5	Sans objet
5	Situations d'urgence et moyens	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention		
6	Rejets à l'atmosphère	AP Complémentaire du 10/06/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu, avec une bonne gestion du process.

Un contrôle des matériels de lutte contre le risque incendie avant chaque début de campagne est effectué de manière rigoureuse.

Un système de management environnemental (SME) est opérationnel depuis 2023. Le suivi des indicateurs de performances déclinés dans ce SME est régulièrement tenu à jour et affiché sur le site avec également les chiffres des autres sites LUZEAL du département.

Cependant, l'exploitant doit mettre en place une gestion régulière des non-conformités électriques afin d'éviter des écarts récurrents d'une année sur l'autre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Meilleures techniques disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 5, Titre II
Thème(s) : Situation administrative, système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>" L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</i></p> <p><i>I. Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</i></p> <p><i>II. Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</i></p> <p><i>III. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</i></p> <p><i>IV. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</i></p> <p><i>V. Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</i></p> <p><i>VI. Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</i></p> <p><i>VII. Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;</i></p> <p><i>VIII. Communication interne et externe ;</i></p> <p><i>IX. Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;</i></p> <p><i>X. Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les</i></p>

activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;

XI. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;

XII. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;

XIII. Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

XIV. Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

XV. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

XVI. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

XVII. Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

XVIII. Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

XIX. Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

XX. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ;
- un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;
- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles."

Constats :

L'exploitant a présenté au service de l'inspection l'ensemble de son système de management environnemental (SME).

Le service de l'inspection a pu constater un SME abouti et opérationnel à l'échelle des sites de LUZEAL. Les enjeux sont identifiés et les indicateurs sont mis en place.

Le premier travail entrepris en 2023 consistait à la maîtrise des déchets. La diminution ainsi que leur valorisation font toujours l'objet d'améliorations continues, avec notamment depuis 2025, la valorisation des feuillards des balles de paille.

En 2026, l'objectif est de faire un travail sur la gestion et la réduction des consommations d'eau.

Le reporting des indicateurs se réalise chaque mois, et une fois par an, les résultats sont présentés en comité de direction, le but étant de :

- vérifier l'atteinte des objectifs par l'intermédiaire d'indicateurs de performance ;
- planifier la mise en œuvre des actions nécessaires à une amélioration continue ;
- travailler sur les pistes d'amélioration, et formaliser les méthodes de réduction éprouvées ;
- mettre en place de nouveaux objectifs sur les enjeux identifiés pour l'année N+1 relatifs à la Qualité, Sécurité, Énergie et Environnement.

Le service de l'inspection a pu constater l'affichage de ces indicateurs sur le site.

Par ailleurs, l'exploitant indique au service de l'inspection qu'il est certifié ISO 50001 "énergie", et

<p>un gros travail a été réalisé sur la transition énergétique avec notamment la réduction de sa consommation en énergie.</p> <p>Il est à noter que LUZEAL faisait partie des 100 premières entreprises françaises à être certifié ISO 50001 en 2013.</p> <p>Par ailleurs, comme le site de RECY, le passage au 100% biomasse, prévu à l'horizon 2030 s'est réalisé en 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2007, article 5.1
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvement d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'eau du site n'est pas potable, cette non-potabilité est signalée à l'aide de panneaux en particulier dans les sanitaires. La consommation d'eau du site est limitée à 9 000 m3/an.</i> <i>[...]</i> <i>Les ouvrages de prélèvement doivent être protégés par un capot cadenassé et munis d'un clapet anti-retour.- 17/35 -En cas de cessation définitive d'utilisation, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement des ouvrages afin d'éviter la pollution des nappes souterraines. L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique au service de l'inspection que l'index de consommation d'eau est relevé de manière régulière conformément à la prescription et reporté sur un registre dédié.</p> <p>Néanmoins, une amélioration a du être apportée en 2024, où la consommation annuelle est arrivée à 18757 m3, soit plus du double de la consommation autorisée, alors qu'en 2023, la consommation était de 7384 m3.</p> <p>En effet, jusqu'en 2024, le delta de différence avec le relevé d'index du mois n-1 n'était pas calculé. Ainsi, les relevés n'étaient pas exploités, et ne permettaient pas de voir la consommation d'un mois sur l'autre.</p> <p>Depuis, cette amélioration dans le suivi de la consommation en eau sur le site permet d'une part, de s'assurer de rester dans le volume autorisé, et d'autre part, de pouvoir prévenir d'une fuite éventuelle engendrant une consommation excessive. Ce qui fut le cas en 2024, avec le flotteur grippé qui ne jouait plus son rôle de coupure lorsque la cuve était pleine.</p> <p>Il est à noter qu'au regard des consommations relevées, au jour de la visite, c'est une diminution d'environ 10 % par rapport à octobre 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2007, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, fréquence de surveillance des rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée :

*"L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets à l'atmosphère. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
 Les émissions de poussières issues des fours sécheurs doivent être mesurées tous les mois pendant la période d'activité sur toutes les émissions aériennes canalisées.
 Les émissions de CO₂, NO_x et SO₂ issues des fours sécheurs sont mesurées une fois par an par ligne et par produit sur toutes émissions aériennes canalisées.
 Les autres paramètres, fixés en valeurs limites de rejet pour les fours sécheurs sont mesurés au moins une fois par an et par émissaire.
 Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé.
 Les mesures doivent être effectuées suivant les méthodes définies par les normes en vigueur (voir arrêté du 2 février 1998 ou texte subséquent).
 [...]."*

Constats :

L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite, le récapitulatif des mesures des rejets à l'atmosphère de 2025, ainsi que les résultats des prélèvements réalisés par un organisme agréé.

Le service de l'inspection constate que les mesures des émissions :

- de poussières sont réalisées chaque mois sur le sécheur 1 et 2 (lorsqu'il est en fonction) ;
- des composés organiques volatiles (COV), les oxydes d'azote (NO_x), et les oxydes de soufre (SO_x) sont réalisées une fois/an, par produit et par ligne ;
- sur les autres paramètres visés à l'article 6.5 sont réalisés une fois/an et par émissaire ;
- ont été réalisées une fois par an, par émissaire, par un organisme agréé, avec le sécheur 1 au 21/05/2025 et le sécheur 2 au 16/09/2025 .

Par conséquent, la prescription est respectée par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant explique au service de l'inspection que les sécheurs 1 et 2 ne tournent pas systématiquement. En effet, les deux sécheurs ne tournent que si la luzerne a un taux d'humidité supérieur à 60%, sinon, seul le sécheur 1 est en fonctionnement.

C'est pourquoi, il y a peu de mesures sur le sécheur 2. L'exploitant précise que la remise en route de ce dernier s'est faite le 16/09/2025, non pas parce que le taux d'humidité de la luzerne était trop élevé, mais uniquement pour faire la mesure afin de répondre à la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2007, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques

Prescription contrôlée :

"Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique,

des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.
Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."

Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite au service de l'inspection les documents suivants :

- la vérification des installations électriques, ainsi que son compte rendu Q18, réalisée en avril 2025 ;
- le compte rendu Q19 relatif à la vérification d'une installation électrique par thermographie infrarouge réalisée le 23/06/2025 ;
- le rapport de la vérification des installations électriques ICPE Silo réalisée en avril 2025.

L'analyse de ces documents par le service de l'inspection fait apparaître :

- 57 observations sur la vérification des installations électriques dont 39 récurrentes ;
- un rapport Q18 précisant que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4 anomalies de priorité 2 sur le rapport Q19 ;
- aucun écart sur le rapport de vérification des installations électriques des silos.

Lors de la visite, l'exploitant a remis son tableau de maintenance interne à la date du 14/10/2025. Le service de l'inspection a pu constater que 25 écarts avaient été levés par l'exploitant, 20 étaient programmés et en attente de l'intervention du prestataire extérieur, et 2 devant être réalisés en inter-campagne.

Les derniers écarts doivent encore fait l'objet d'une planification.

Concernant les écarts présents sur le rapport de thermographie infrarouge, ils ont tous été levés.

Le service de l'inspection demande à l'exploitant de lever l'ensemble des écarts encore présents sur la vérification des installations électriques, et de transmettre sous 9 mois son tableau de maintenance interne justifiant de leurs levées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Situations d'urgence et moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

Prescription contrôlée :

"Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes

de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure."

Constats :

L'exploitant a remis au service de l'inspection en amont de la visite le justificatif de la maintenance des extincteurs réalisée par un prestataire extérieur en date du 28/01/2025. Le service de l'inspection a pris connaissance du rapport, et des opérations réalisées en préventif et en correctif.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que l'essai des matériels incendie était effectué en interne au début de campagne et reporté sur un registre et qu'un contrat d'entretien extérieur portait sur le système de report d'alarmes (GRECON) au poste de pilotage du process.

Le service de l'inspection a pu consulter :

- Le registre des essais du matériel incendie réalisés en interne, et confirme le contrôle de l'ensemble des matériels avant le début de campagne en date des 17 et 18/04/2025 : RIA, système d'arrosage, détecteurs d'étincelles, détecteurs d'incendie et de fumées, réserves incendie, pompe électrique et motopompe.

Les opérations de maintenance réalisées sur les différents matériels y figurent.

- Le compte rendu de vérification annuelle des commandes de désenfumage par un prestataire extérieur. Deux anomalies de fonctionnement sont présentes.

Une action corrective est en cours de planification avec l'intervenant extérieur.

In situ, le service de l'inspection a pu constater le local "motopompe", ainsi que les réserves incendie, et s'est rendu au poste de pilotage du process où s'effectue le report des alarmes. L'opérateur présent a expliqué les différentes alarmes pouvant apparaître sur les écrans.

Lors de cette visite, aucune alarme n'était affichée.

Le service de l'inspection a également consulté plusieurs fiches réflexes par échantillonnage, notamment "feu de tambour" et "feu refroidisseur granules". Le service de l'inspection constate que le classeur contenant l'ensemble des fiches est présent au poste de pilotage. Ces fiches sont claires et mises à jour régulièrement.

De plus, l'exploitant a remis la vérification des deux poteaux incendie réalisée par un prestataire extérieur en date du 22/08/2025, ainsi que les fiches descriptives transmises au SDIS.

Le débit des deux poteaux est en mesure de fournir 45 m³/h, conformément à l'article 8 de de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/08/2022.

Aucun manquement à la prescription de l'article 68, sous-section VI-4 de l'AM du 04/10/2010 n'a été constaté. Néanmoins, lors de la prochaine visite, le service de l'inspection devra s'assurer que l'intervention sur les commandes de désenfumage a été réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/06/2022, article 2		
Thème(s) : Risques chroniques, limites des concentrations dans les rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée :		
<p><i>"Les effluents gazeux, sauf mention contraire, doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3kilopascals) et mesurés selon les méthodes définies à l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007.A.98.IC du 27 septembre 2007.</i></p> <p><i>Les effluents gazeux des fours sécheurs doivent respecter les valeurs limites suivantes, les concentrations étant mesurées sur gaz humide pour les installations de séchage. La teneur en oxygène (O₂) utilisée est la teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé. L'exploitant peut justifier la teneur réelle en oxygène mesurée,sauf dans le cas du séchage des pulpes de betteraves où le taux d'oxygène est fixé forfaitairement à16 %.</i></p> <p><i>Le taux d'O₂ devra être précisé lors de chaque mesure. Tout écart significatif du taux d'oxygène dans les effluents atmosphériques doit être justifié."</i></p>		
		Valeurs limites pour les conduits n° 1 et 2
Paramètres	Concentration de référence¹ (en mg/Nm³)	Concentration limite (en mg/Nm³)
Poussières totales (NF X 44 052)	150	200
Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂) (XP X 43 310, FD X 20351 à 355 et 357)	150	250
Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	120	200
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (en HCl) (XP X 43 309 - NF EN 1911)	5	15
Fluor et composés (exprimés	0,4	2

en HF) (XP X 43-304)		
Composés organiques volatils (hors méthane) (exprimés en carbone total) (NF X 43 301, NF EN 12619)	100	110
Composés organiques volatils R45 R46 R49 R60 R61	1	2
Composés organiques volatils (annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié)	18	20
Cadmium, mercure, thallium et composés (exprimés en Cd + Hg + Tl) (XPX 43-051 - NF EN 13-211)	0,02	0,03
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) (XP X 43-051)	0,05	0,1
Plomb et composés (exprimés en Pb) (XP X 43-051)	0,2	0,3
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, et zinc Somme exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (XP X 43-051)	1	1,5

1 Concentration de référence : concentration cible qui reflète les performances de l'installation de déshydratation.

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection en amont de la visite :

- le récapitulatif des mesures des rejets à l'atmosphère réalisées en 2024 sur le sécheur 1 et 2 ;
- les résultats du contrôle réglementaire des rejets effectués en mai 2024 par l'organisme agréé sur les ligne 1 et 2 ;
- le récapitulatif des mesures des rejets à l'atmosphère réalisées en 2025 sur le sécheur 1 et 2 ;
- les résultats des analyses des rejets effectués le 21/05/2025 par l'organisme agréé sur le sécheur 1.

Il est à noter que l'analyse des rejets sur la ligne 2 a été effectuée le 16/09/2025 par l'organisme agréé, mais le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas encore reçu les résultats des prélèvements. Cependant, suite à l'analyse des résultats transmis, le service de l'inspection constate que le suivi des paramètres correspond aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/06/2022 et qu'aucun dépassement en concentration et en flux n'est présent. Par conséquent, la prescription de l'article 2 est respectée par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite